

Carburant, gestion de l'eau, investissements...

LA RÉALITÉ DES FAITS

- À l'approche des échéances électorales, l'opposition multiplie les attaques personnelles, les approximations budgétaires et la déformation des faits. Il est bien sûr plus facile de critiquer que de construire. Ce courrier a pour objectif de répondre aux principaux points soulevés et de présenter la réalité de notre gestion rigoureuse, transparente et tournée vers l'intérêt général.

CARBURANT : LES VRAIES EXPLICATIONS

La décision d'attribuer un quota carburant au maire et aux adjoints avait été prise à la place d'un système bien plus coûteux : la mise à disposition de véhicules de service. Ce dispositif a été immédiatement interrompu dès le constat de son incompatibilité avec les règles de gestion d'une collectivité territoriale, il y a six ans. La Chambre régionale des comptes avait alors proposé la mise à disposition de voitures de service : cette proposition n'a jamais été retenue car nous avons considéré que l'achat, l'assurance, l'essence et l'entretien de véhicules dédiés aux élus représentent un coût disproportionné pour les Cestadaises et Cestadais.

Depuis 2020, nous avons fait le choix de la sobriété. En refusant ces équipements onéreux, notre volonté et notre objectif constants ont été, comme auparavant, de préserver les deniers publics. Contrairement aux insinuations de Demain Cestas, il convient de préciser que Jérôme Steffe n'a jamais utilisé de quota de carburant.

GESTION DE L'EAU : LES FAITS, RIEN QUE LES FAITS

La méthode de gestion de l'opposition ? Isoler un indicateur national (le taux de renouvellement de 1%) pour l'appliquer aveuglément à Cestas, sans aucune considération pour l'état réel et l'âge de nos infrastructures. C'est une vision réductrice, qui occulte un fait essentiel : **les prix de l'eau et de l'assainissement à Cestas restent bien inférieurs à la moyenne nationale.**

Rappelons les faits : le taux de renouvellement de nos réseaux à Cestas sur la dernière année est de 0,44 % contre 0,52 % pour la moyenne nationale (le 1% n'est qu'une préconisation au niveau national). Pour autant, notre réseau est en bien meilleur état que la moyenne nationale : tous les indicateurs de performance le démontrent. Notre taux de rendement est depuis toujours bien supérieur à la moyenne nationale (89,6% en 2024 vs 84,2% au niveau national). Contrairement à de nombreuses communes, nous n'avons aucun problème de PFAS (polluants persistants de l'eau) ni de CVM (Chlorure de Vinyle Monomère, polluant pouvant être présent dans certaines canalisations anciennes).

Là où M. Zgainski propose de tripler arbitrairement le rythme de renouvellement dès 2027, nous préférons nous baser sur l'avis des experts de Veolia. Appliquer des règles toutes faites, sans regarder l'état réel de nos réseaux, ferait exploser la redevance assainissement de plus de 400 %. Une telle méthode, standardisée et déconnectée des réalités de Cestas, n'est ni responsable ni utile pour les contribuables.

PISCINE MUNICIPALE : 133 600 € DE RECETTES ÉVAPORÉES, VRAIMENT ?

L'opposition tente de créer une polémique, mettant implicitement en cause ceux qui percevaient cet argent. Alors qu'il n'y a en réalité qu'une procédure administrative complexe. Voici les faits :

➤ **Zéro perte d'argent** : Chaque entrée payée par les usagers a été scrupuleusement encaissée et enregistrée par les agents municipaux. L'argent a toujours été sur un compte bloqué.

➤ **Changement de procédure de l'État** : Suite à une réforme nationale en 2021, un retard d'habilitation technique de la part de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) a bloqué le virement automatique des fonds vers le compte de la mairie.

➤ **Transparence totale** : Un contrôle officiel du Trésor Public en septembre dernier a confirmé que la régie fonctionnait normalement et qu'aucun centime ne manquait.

➤ **Transfert d'écritures réglé** : L'intégralité des sommes (environ 34 000 €/an) a été versée sur le compte communal le 23 décembre 2025.

Cette situation technique avait pourtant été expliquée en toute transparence à l'opposition. L'interprétation tendancieuse qui est présentée aujourd'hui par l'opposition met injustement en cause le professionnalisme et la probité des agents de la régie.

CHARGES DE PERSONNEL : DES INEXACTITUDES VOLONTAIRES

L'opposition parle d'évolution explosive : +18 % en 5 ans. Sur la même période, il faut rappeler que :

- l'inflation a été de + 14,8 %,
- le point d'indice a été revalorisé de 5% par l'État,
- ce dernier a imposé aux collectivités une hausse de 3 points des cotisations retraites.

En euros constants, la dépense est donc stable. Si nos charges représentent 61% de notre fonctionnement contre 59 % pour la moyenne des villes de même taille, c'est parce que nous faisons un choix politique fort :

celui du service public direct. Là où d'autres communes sous-traitent au privé, nous gérons en régie municipale. Cela signifie une présence humaine accrue : 1 personnel d'accompagnement supplémentaire par école, une gestion directe de notre restauration scolaire, de notre Service d'Aide à Domicile ou encore de nos Résidences Autonomie (RPA).

Vouloir réduire ces charges pour se « caler » sur des normes nationales est une démarche technocratique dangereuse qui

conduirait inévitablement à une dégradation des services offerts aux Cestadaises et Cestadais. Pour s'aligner sur des statistiques nationales, il faudrait sacrifier nos effectifs dans les écoles, privatiser nos cantines ou réduire l'accompagnement de nos aînés.

Notre modèle social cestadais a la volonté de prendre en compte tous les âges de la vie et de proposer un haut niveau de service. Il n'y a donc pas de « dérapage » mais une gestion rigoureuse de la ville, peu endettée, avec des taux d'imposition inchangés.

BILAN « CATASTROPHIQUE » JEUNESSE : « LA COMMUNICATION EST LE SEUL PROJET DÉMARRÉ ». VRAIMENT ?

Tous les engagements présentés dans le programme en 2020 ont été réalisés :

- création du Conseil Municipal des Enfants (CME)
- implication des jeunes dans leurs loisirs (festival gaming, coconstruction de séjours, projet éco-reporters ...)
- soutien au BAFA (promesse tenue avec une bourse désormais accessible à toutes les familles sans condition de ressources avec un stage garanti dans une structure municipale)
- information simplifiée avec le lancement du portail numérique unique centralisant toutes les structures jeunesse.

Des actions supplémentaires ont de plus été réalisées : création du City Stade au Bouzet et de 3 aires de jeux de proximité, présence éducative sur les réseaux sociaux avec le dispositif Promeneurs du Net, ouverture d'un lieu d'accueil en soirée et week-end à Gazinet (Léo Lagrange) et déploiement du programme CAP 33 pour étoffer l'offre d'activité pour les jeunes, création du dispositif « passerelle » pour simplifier l'accès des enfants des centres de loisirs vers les clubs sportifs (SAGC).

INVESTISSEMENT : SOUS ÉQUIPEMENT CHRONIQUE

Cestas dispose d'un complexe sportif que nous envient tous nos voisins et qui a été récemment complété avec l'ajout d'un boulodrome, d'un city-stade et d'une salle de basket.

Bien d'autres investissements d'ampleur ont été réalisés lors du dernier mandat : micro-crèche, insonorisation des salles de danse, aires de jeux, rénovation de la médiathèque, réfection continue de la piscine et du terrain synthétique de football, nouveaux vestiaires du rugby, amélioration du confort thermique dans les écoles, travaux dans nos crèches et nos Résidences pour Personnes Agées ...

Ici aussi, l'opposition s'appuie sur un chiffre national sorti de son contexte : notre faible taux d'endettement. Une position surprenante quand on voit les difficultés posées par l'augmentation de la dette à l'échelle de notre pays. Avoir des équipements de premier ordre tout en maintenant une dette quasiment nulle n'est pas un manque d'ambition, c'est le signe d'une bonne gestion.

Investir par l'emprunt est facile ; investir par l'autofinancement et le travail de nos agents est la marque d'une gestion saine et protectrice.

Gouverner, c'est faire des choix responsables et adaptés à la réalité locale

Là où certaines approches se fondent principalement sur des normes nationales déconnectées du terrain, nous nous appuyons sur la connaissance de Cestas, des équipements reconnus et un suivi rigoureux. La gestion d'une commune ne nécessite pas l'application de schémas nationaux standardisés mais des décisions concrètes, au service des habitants.